

contrôler les actes du gouvernement, de prendre une juste part dans les affaires publiques," M. Thiers répondit par la demande des *cinq libertés nécessaires*: liberté de la presse, liberté des élections, liberté de la représentation nationale, liberté de l'individu, liberté de l'association.

M. Thiers avait contre lui une majorité ministérielle triée sur le volet; il ne pouvait en attendre aucune concession. En second lieu sa parole avait peu de poids auprès de cette majorité qui pouvait lui reprocher d'avoir, lorsqu'il était au gouvernement, porté la main sur les libertés qu'il réclamait étant dans l'opposition. Cependant, M. Thiers avait eu le soin de déclarer qu'il discutait avec impartialité les affaires de l'Etat, ne laissant apercevoir en aucune façon le dessein d'introduire une autre forme de gouvernement ou une autre dynastie. "Mais, dit-il en terminant son discours, si notre devoir est d'accepter, c'est celui du gouvernement de donner ce qui est nécessaire à la satisfaction des vœux du pays."

M. Rouher répondit à M. Thiers par un discours entrecoupé de rubriques d'avocat, de promesses ambiguës de concessions prochaines, de reproches à l'adresse de "l'honorable préopinant," qu'il accusa finalement "de sonner le tocsin de la révolution." La majorité applaudit le ministre suivant la consigne et vota l'adresse telle que le gouvernement la désirait.

Dès les premiers jours de la session de 1864, l'opposition engagea la lutte contre le gouvernement à propos de l'expédition du Mexique. M. Thiers fut un des premiers à prendre la parole. Il critiqua l'idée de vouloir établir un empire dans un pays républicain et déchiré par une longue anarchie. Selon lui, il fallait détourner l'archiduc Maximilien du projet ambitieux de devenir empereur, rappeler les troupes françaises et, au besoin, traiter avec Juarez.

S'emparant des derniers mots de M. Thiers comme blessants pour l'honneur des armes françaises, M. Rouher s'écria: "Traiter avec Juarez, après notre entrée triomphale à Mexico, ce serait démentir toute la campagne!" La majorité donna raison au ministre; c'est-à-dire à Napoléon, qui dirigeait seuls les affaires étrangères sans demander avis à ses conseillers.

Cependant M. Thiers obtint un succès sur la question du recrutement de la marine. La majorité se départit pour une fois de ses rigneurs envers l'opposition; mais ce fut avec le consentement de M. Rouher, qu'on qualifiait déjà du titre de vice empereur. Après la question du Mexique vint celle du budget. M. Thiers ouvrit la discussion et, après un exposé de l'état des finances, il entra dans le détail des événements successifs qui avaient élevé le budget de 1,500 millions, chiffre de 1852, à 2 milliards 300 millions, chiffre